

## **NOTRE PROGRAMME POLITIQUE**

La GUADELOUPE vit des moments difficiles qui malheureusement durent depuis trop longtemps. Les Gouvernements de droite et de gauche l'ont installée dans une impasse en organisant un système de dépendance politique, économique, financière et surtout « psycho culturelle » avec l'appui des forces conservatrices guadeloupéennes se réclamant de la droite et de la gauche. A ce pays sous tutelle, mal développé, fragile, nous proposons de substituer une GUADELOUPE nouvelle, autonome, solidaire, performante économiquement et active dans sa Région et dans le Monde. Le programme qui en découle s'articulera autour des axes qui suivent :

### **CONSTRUIRE UNE NOUVELLE REPUBLIQUE**

Nos institutions ont vieilli. La responsabilité politique est absente à tous les étages et la démocratie locale est devenue féodale. C'est la conséquence d'un régime politique centralisé, ni présidentiel ni parlementaire. Tout dépend d'un Président de la République irresponsable. Nous proposerons que l'on modifie la Constitution pour rénover la République par la création d'un régime parlementaire dirigé par le Premier ministre avec un Président de la République élu par le Parlement et responsable de l'équilibre institutionnel comportant un Parlement dont les pouvoirs sont renforcés avec un Sénat représentant les territoires et élu par l'ensemble de la population. Nous proposerons ensuite un renforcement de son pilier social avec une rénovation de la protection sociale dont le contenu pour la retraite et l'assurance maladie n'est pas satisfaisant et pour lesquelles je continuerai à demander des modifications et un accroissement de la participation des travailleurs à la gestion de leur entreprise. Nous proposerons que la réforme des collectivités locales continue en tenant compte de notre diversité par un accroissement de leurs attributions notamment quand elles sont éloignées, le renforcement de leur autonomie financière par des mécanismes de péréquation, la réforme de la fiscalité locale qui est injuste et inefficace et la mise en place de modalités nouvelles de contrôle de légalité et financier. Enfin nous proposerons que l'on réforme à nouveau l'activité politique en interdisant le cumul des mandats et en limitant à deux mandatures la durée des mandats.

### **INFLECHIR LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT**

La situation économique et sociale de la Guadeloupe demeure préoccupante : production modeste, disparate et faiblement compétitive, chômage élevé, faibles rémunérations. Depuis trop longtemps les politiques nationales n'ont qu'un impact marginal sur notre croissance économique. En outre mer elle consiste à voter une ou des lois (loi programme, loi d'orientation, défiscalisation) comportant toujours les mêmes dispositions. Le résultat est toujours le même : pas de développement et accroissement du chômage. Nous souhaitons que l'on change ce système qui nous conduit à la catastrophe. Tout d'abord au plan de la méthode, il faut un volet outre mer pour toute politique économique et sociale, élaborée en concertation avec les Assemblées locales et faisant parti du rapport économique et social qui introduit la loi de finances. Ensuite, afin d'optimiser la politique budgétaire, il faut que le Parlement vote sur tous les crédits affectés à l'Outre Mer et non simplement sur ceux du Ministère de l'outre mer. Enfin nous mettrons tout en œuvre pour faire triompher une politique économique fondée sur une croissance forte de la production, spécialisée dans le tourisme, l'agriculture, la substitution d'importation et les technologies de l'information, ce qui suppose de, supprimer les charges patronales de sécurité sociale avec pour contrepartie de la part des entreprises plus de valeur ajoutée et d'emplois, diminuer la taxation des résultats des entreprises, favoriser l'investissement par un système simple d'amortissement et de protéger le marché guadeloupéen..

### **REFONDER LES COLLECTIVITES LOCALES DE GUADELOUPE**

Encore plus qu'en métropole les collectivités locales de Guadeloupe exercent un rôle fondamental dans l'administration de notre pays. Cependant obligées d'intervenir au delà même de leurs compétences elles sont souvent en difficulté. L'éparpillement du pouvoir local, les contraintes de notre statut et le contrat de croissance et de solidarité qui lie les collectivités locales et l'Etat depuis 5 ans ne leur ont pas permis de contribuer activement au développement économique, à la remise à niveau statutaire des agents publics, à l'insertion sociale et professionnelle. Il en résulte que beaucoup de nos communes sont sous la tutelle de l'Etat, que le Département n'insère pas et que la Région ne peut enclencher de développement économique. Au contraire, la loi sur les responsabilités locales qui de toute évidence n'a pas été faite pour nous et le décret sur les attributions des Préfets vont accroître la centralisation. Nous proposons tout d'abord de faire appliquer les dispositions constitutionnelles afin de permettre la mise en œuvre de l'adaptation et de la dérogation un des volets de la décentralisation. Ceci permettra l'élaboration d'une réglementation adaptée pour les transporteurs de

voyageurs et pour la représentativité des syndicats guadeloupéens. Nous proposerons ensuite la création d'un **partenariat pour le développement** entre l'Etat et nos collectivités qui prévoit notamment une augmentation de la dotation globale de fonctionnement , la création d'une véritable dotation d'investissement, une réforme des impôts locaux fondée sur équité et « territorialisation » , la modification des contrats de plan qui devront être dorénavant signés entre l'Etat et chacune des collectivités dans le cadre d'une réelle péréquation et des contrats de ville ainsi que du zonage qui l'accompagne. Enfin , nous proposerons que l'on rouvre rapidement le chantier de l'évolution statutaire pour ériger une nouvelle collectivité régie par l'article 74..

## **MIEUX UTILISER L'EUROPE POUR NOTRE DEVELOPPEMENT**

L'Europe nous est indispensable dans un monde organisé en grande région économique. Elle apporte de la stabilité monétaire , un grand marché pour dynamiser les activités productives et une solidarité financière pour réduire les écarts de développement .Cependant, Bruxelles nous a installé dans une logique d'adaptation qui n'est contrôlée ni par le Parlement , ni par les Assemblées locales .Je compte utiliser les organes du Sénat notamment la Délégation Parlementaire pour l'Union Européenne et l'article 88-4 de la Constitution pour encadrer la production réglementaire européenne afin d'élaborer une législation conforme à nos besoins en concertation avec les Assemblées locales. Je proposerai ensuite que toutes les collectivités locales rassemblées dans une Agence pour l'action européenne participe à l'élaboration du DOCUP pour éviter toute forme de tutelle. Enfin, l'Europe libérale, favorisant la destruction de notre pays, je proposerai l'abandon du statut de territoire ultra périphérique, inscrit dans le projet de Constitution européenne, fondé sur le versement de compensations financières plus apparentes que réelles en raison des destructions provoquées par la concurrence et son remplacement par celui de pays et territoire d'outre mer nettement plus souple et profitable.

## **UNE GUADELOUPE ACTIVE AU NIVEAU REGIONAL ET MONDIAL**

L'isolement de la Guadeloupe dans la Caraïbe est dangereux car nous avons de nombreux contentieux avec nos voisins notamment en matière d'immigration, de délimitation de zone de pêche et de relations commerciales. Par ailleurs notre voix n'est pas entendue dans les autres parties du monde notamment dans le concert de la francophonie. C'est naturellement une des conséquences du jacobinisme et de l'absence d'intérêt de la France et de l'Europe pour la Caraïbe. Je demanderai au Gouvernement de multiplier les accords bilatéraux avec les pays de notre région avec une active participation de notre représentation politique pour régler les problèmes qui se posent notamment en matière d'immigration. Enfin pour que la Guadeloupe puisse être entendue dans le Monde, elle doit devenir un acteur à part entière de la francophonie. C'est pourquoi je proposerai qu'elle devienne membre de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Voilà, mes chers compatriotes, le programme que propose la **CONVENTION POUR UNE GUADELOUPE NOUVELLE**. Nous mènerons notre action **en renforçant la NATION GUADELOUPEENNE** : Ainsi nous serons attentifs à commémorer les moments de son histoire, à inscrire dans la vie de tous les jours son patrimoine et à glorifier sa diversité ethnique et culturelle . L'ampleur des chantiers à mener constitue une raison d'espérer. Tout ou presque tout est à construire .C'est notre chance. En nous soutenant vous ferez le choix du changement, de l'espoir et plus généralement d'une Guadeloupe ambitieuse, authentique et débarrassée de toute tutelle.

**JEAN PAUL ELUTHER**

**Président**